

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 3 ΑΠΡΙΛΙΟΥ 1992	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 54

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

ΝΟΜΟΙ

ΝΟΜΟΣ ΑΡΙΘ. 2031 (1)

Κύρωση Ανοικτής Μερικής Συμφωνίας για την πρόληψη, προστασία και οργάνωση βοήθειας έναντι των μεγάλων φυσικών και τεχνολογικών καταστροφών.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο Νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος η "Ανοικτή Μερική Συμφωνία για την πρόληψη, προστασία και οργάνωση βοήθειας έναντι των μεγάλων φυσικών και τεχνολογικών καταστροφών", που υπογράφτηκε το Μάρτιο του 1987 στο Στρασβούργο, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

RESOLUTION (87) 2

INSTITUANT UN GROUPE DE COOPERATION EN MATIERE DE PREVENTION, DE PROTECTION ET D' ORGANISATION DES SECOURS CONTRE LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS

(adopteé par le Comité des Ministres le 20 Mars 1987 lors de leur 405e réunion des Délégués des Ministres)

Les Représentants au Comité des Ministres de la France, de la Gréce, de l' Italie, du Luxembourg, de Malte, du Portugal, de l' Espange et de la Turquie,

Considérant la Résolution (72) 6 sur la Prévention des désastres naturels et autres, l' assistance à prêter dans un tel cas, et les mesures de planification à prendre en ce domaine, adoptée par le Comité des Ministres du Conseil de l' Europe le 18 Février 1972;

Vu la Déclaration des Ministres d' Europe Méridionale (Chypre, France, Malte, Portugal, Espagne, Gréce, Italie, République de Saint-Marin, Turquie) responsables de la prévention et de la protection contre les risques naturels et technologiques majeurs adoptée le 10 Juin 1985 la Ravello;

Vu l' adoption de la doctrine d' emploi des moyens en situation de catastrophe le 11 Décembre 1985 lors de la 2e réunion informelle des Ministres d' Europe Méridionale responsables de la prévention et de la protection contre les risques naturels et technologiques majeurs;

Considérant l' intérêt et les différentes activités de la Commission des Communautés européennes pour les problémes de protection civile.

Vu les programmes de formation engagés dans le secteur de la prévention et de la protection contre les risques majeurs au Centre Universitaire Européen pour les Biens Culturels de Ravello et au Centre Européen pour la Médecine des Catastrophes de Saint-Marin;

Vu les conclusions adoptées lors de la 4e réunion informelle des Ministres de l' Europe Méridionale responsables de la prévention et de la protection contre les risques naturels et technologiques majeurs à Istanbul, les 8 et 9 Décembre 1986, proposant l' établissement d' un accord partiel ouvert;

Vu la Résolution (51) 62 du Comité des Ministres concernant les accords partiels;

Conscients de la nécessité de permettre à la Réunion informelle des Ministres d' Europe Méridionale responsables de la prévention et de la protection contre les risques naturels et technologiques majeurs, de continuer ses travaux avec la plus grande efficacité possible,

Décident d' instituer un groupe de coopération en matière de prévention, de protection et d' organisation des secours contre les risques naturels et technologiques majeurs.

I. Le groupe a pour objectif d' examiner d' un point de vue pluridisciplinaire, les modes de coorération pour la prévention, la protection et l' organisation des secours contre les risques naturels et technologiques majeurs.

II. Les méthodes de travail suivies jusqu' à présent par le groupe continueront à être appliquées dans le cadre de cet Accord Rartiel.

1.i. Réunions. Au niveau ministériel et à huis clos, en règle générale tous les deux ans, les circonstances et l' urgence pouvant cependant justifier la convocation spéciale du groupe en dehors des réunions biennales;

1.ii. Chaque 'Etat est représenté aux réunions soit par le ou les Ministre(s) intéressé(s) par le sujet traité soit par le Ministre chargé par son gouvernement de coordonner l'action des ministères concernés par les problèmes des risques naturels et

technologiques majeurs. Pour chaque 'Etat est nommé un correspondant permanent qui en liaison personnelle avec le ou les Ministre(s) participant aux réunions du groupe, est chargé de préparer les réunions du groupe au niveau ministériel; ce correspondant permanent peut se faire assister par des experts;

1.iii. Les correspondants permanents et leurs experts se réunisse deux fois pendant les intersessions du groupe au niveau ministériel pour suivre l' application des lignes directrices prises et préparer les réunions à venir des Ministres conformément au mandat décidé. A cette fin, ils ont notamment pour tâche:

- de mettre au point l' ordre du jour et les thèmes de la prochaine réunion ministérielle,
- de rassembler les matériaux nécessaires pour l' élaboration des documents de base,
- de prendre les dispositions nécessaires en vue de la préparation matérielle de la réunion ministérielle,
- d' échanger des Informations relatives aux derniers événements survenus dans les pays participants et se rapportant aux sujets traités par les Ministres lors des réunions précédentes;

1.iv. Le groupe décide de la publication des documents élaborés par les correspondants permanents ainsi que des résolutions adoptées;

1.v. Les langues utilisées lors des réunions sont l' anglais et/ou le français;

1.vi. Les documents de réunion sont reproduits en anglais et/ou en français.

2. Activités. au travers de programmes de coopération relatifs à:

- l' organisation des secours: doctrines, information, simulation, entre-aide, etc.
- la formation et la recherche réalisées à partir de centres spécialisés (1) établis en réseaux.

III. Tout 'Etat membre du Conseil de l' Europe pourra se joindre à tout moment à ce groupe par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l' Europe.

IV. Les 'Etats non membres du Conseil de l' Europe et les Communautés européennes peuvent adhérer au groupe à condition que leurs demandes aient été acceptées par l' unanimité des 'Etats membres du groupe.

V. Le Secrétariat Général du Conseil de l' Europe assurera le secrétariat du groupe, avec le concours du Centre Universitaire Européen pour les Biens Culturels de Ravello et d' autres centres spécialisés et, en ce qui concerne particulièrement les réunions ministérielles mentionnées sous 3. ci-dessous, le concours du centre responsable de l' organisation pratique, dans les conditions suivantes.

1. Préparation et distribution des documents des réunions du groupe au niveau ministériel et à celui des correspondants permanents,
2. Convocation des réunions,
3. Organisation matérielle des réunions du groupe au niveau ministériel,
4. Organisation matérielle des réunions du groupe au niveau des correspondants permanents à raison de deux réunions par intersession,
5. Traduction des documents du groupe en anglais ou en français,
6. Mise à la disposition du groupe du personnel nécessaire à son fonctionnement,
7. Préparation et diffusion des conclusions des réunions du groupe.

VI. Les dépenses afférentes au fonctionnement du groupe dans le cadre de l' Accord Partiel précité sont réparties comme suit:

1. Les frais de voyage et de séjour des participants aux réunions du groupe (Ministres, correspondants permanents et experts) sont à la charge de chaque 'Etat membre du groupe concerné,
2. Les frais supplémentaires occasionnés par l' organisation de réunions, dans un lieu autre que le siège du Conseil de l' Europe, sont à la charge du pays hôte,
3. Les frais correspondant à la mise en oeuvre des programmes en coopération et les frais communs de Secrétariat (documents, personnel, missions, traduction, interprétation, ainsi que toutes autres dépenses spécifiques liées au fonctionnement du groupe) font l' objet d' un budget d' Accord partiel qui sera financé par les 'Etats membres du groupe et soumis aux mêmes dispositions réglementaires prévues pour les autres budgets de l' Organisation.

ΑΠΟΦΑΣΗ (87) 2

ΓΙΑ ΣΥΣΤΑΣΗ ΜΙΑΣ ΟΜΑΔΑΣ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑΣ ΣΕ ΘΕΜΑΤΑ ΠΡΟΛΗΨΗΣ, ΠΡΟΣΤΑΣΙΑΣ ΚΑΙ ΟΡΓΑΝΩΣΗΣ ΒΟΗΘΕΙΑΣ ΑΠΟ ΜΕΓΑΛΟΥΣ ΦΥΣΙΚΟΥΣ ΚΑΙ ΤΕΧΝΟΛΟΓΙΚΟΥΣ ΚΙΝΔΥΝΟΥΣ

Απόφαση υιοθετηθείσα από την Επιτροπή Υπουργών στις 20 Μαρτίου 1987 κατά την 405η σύνοδο των Αντιπροσώπων των Υπουργών)

Οι Αντιπρόσωποι στην Επιτροπή Υπουργών της Γαλλίας, της Ελλάδας, της Ιταλίας, του Λουξεμβούργου, της Μάλτας, της Πορτογαλίας, της Ισπανίας και της Τουρκίας,

Λαμβάνοντας υπόψη την Απόφαση (72) 6 περί της πρόληψης φυσικών και άλλων καταστροφών, της βοήθειας που πρέπει να παρέχεται σε μία τέτοια περίπτωση και των μέτρων σχεδιασμού, που πρέπει να ληφθούν στον τομέα αυτόν, που υιοθετήθηκε από την Επιτροπή Υπουργών του Συμβουλίου της Ευρώπης στις 18 Φεβρουαρίου 1972,

Λαμβάνοντας υπόψη τη Δήλωση των Υπουργών της Μεσογειακής Ευρώπης (Κύπρος, Γαλλία, Μάλτα, Πορτογαλία, Ισπανία, Ελλάδα, Ιταλία, Δημοκρατία του Αγίου Μαρίνου, Τουρκία), των υπεύθυνων για την πρόληψη και την προστασία έναντι των μεγάλων φυσικών και τεχνολογικών κινδύνων, που υιοθετήθηκε στις 10 Ιουνίου 1985 στο Ravello,

Λαμβάνοντας υπόψη την υιοθέτηση των αρχών για τη χρήση των μέσων σε περίπτωση καταστροφών στις 11

(1) Au moment de l' adoption de la présente Résolution, il s' agit des centres suivants:
- Centre Européen pour la médicine des Catastrophes de Saint-Marin,
- Centre Universitaire Européen pour les Biens Culturels de Ravello,
- Centre Européen de Formation sur les Désastres Naturels (Turquie),
- Centre Européen pour la Prévention et la Prévision des Tremblements de Terre, Athènes,
- Centre Européen de Géodynamique et de Sismologie de Walferdange (Luxembourg),
- Centre Sismologique Euro-Méditerranéen de Strasbourg (France)
- Centre Européen de Recherche et de Formation contre la Pollution Naturelle et Technologique en Méditerranée (Malte).

Δεκεμβρίου 1985 κατά τη 2η ανεπίσημη σύνοδο των Υπουργών της Μεσογειακής Ευρώπης των υπεύθυνων για την πρόληψη και την προστασία έναντι των μεγάλων φυσικών και τεχνολογικών κινδύνων,

Λαμβάνοντας υπόψη το ενδιαφέρον και τις διάφορες δραστηριότητες της Επιτροπής των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων για τα προβλήματα της πολιτικής προστασίας,

Λαμβάνοντας υπόψη τα προγράμματα επιμόρφωσης, που έχουν αναληφθεί στον τομέα της πρόληψης και της προστασίας έναντι των μεγάλων κινδύνων στο Ευρωπαϊκό Πανεπιστημιακό Κέντρο για τα Πολιτιστικά Αγαθά του Ravello και στο Ευρωπαϊκό Κέντρο για την ιατρική που σχετίζεται με τις καταστροφές του Αγίου Μαρίνου,

Λαμβάνοντας υπόψη τα συμπεράσματα, που υιοθετήθηκαν κατά την 4η ανεπίσημη σύνοδο των Υπουργών της Μεσογειακής Ευρώπης των υπεύθυνων για την πρόληψη και την προστασία έναντι των μεγάλων φυσικών και τεχνολογικών κινδύνων στην Κωνσταντινούπολη στις 8 και 9 Δεκεμβρίου 1986, πού πρότειναν τη σύναψη μιας ανοικτής μερικής συμφωνίας,

Λαμβάνοντας υπόψη την Απόφαση (51) 62 της Επιτροπής των Υπουργών που αφορούν στις μερικές συμφωνίες,

Συνειδητοποιώντας την ανάγκη να επιτραπεί στην Ανεπίσημη Σύνοδο των Υπουργών της Μεσογειακής Ευρώπης των υπεύθυνων για την πρόληψη και την προστασία κατά των μεγάλων φυσικών και τεχνολογικών κινδύνων, να συνεχίσει τις εργασίες της με τη μεγαλύτερη δυνατή αποτελεσματικότητα,

Αποφασίζουν να συστήσουν μία ομάδα συνεργασίας σε θέματα πρόληψης, προστασίας και οργάνωσης βοήθειας κατά των μεγάλων φυσικών και τεχνολογικών κινδύνων.

I. Η ομάδα έχει σαν σκοπό να εξετάσει από πολλαπλή σκοπιά τους τρόπους συνεργασίας για την πρόληψη, την προστασία και την οργάνωση της βοήθειας κατά των μεγάλων φυσικών και τεχνολογικών κινδύνων.

II. Οι μέθοδοι εργασίας, που έχουν ακολουθηθεί μέχρι σήμερα από την ομάδα, θα συνεχίσουν να εφαρμόζονται μέσα στα πλαίσια αυτής της Μερικής Συμφωνίας.

1.i. Σύνοδοι. Σε υπουργικό επίπεδο και κεκλεισμένων των θυρών, γίνονται κατά γενικό κανόνα κάθε δύο χρόνια.

Είναι όμως δυνατόν έκτακτα περιστατικά και επείγοντα γεγονότα να δικαιολογήσουν τη σύγκληση ειδικών συνόδων πέραν των ανά διετία συγκαλουμένων.

1. ii. Έκαστο Κράτος εκπροσωπείται στις συνόδους είτε από τον ή τους ενδιαφερομένους για το συγκεκριμένο θέμα υπουργούς είτε από τον επιφορτισμένο από την κυβέρνησή του υπουργό να συντονίζει τη δράση των υπουργών, τους οποίους αφορούν τα προβλήματα των μεγάλων φυσικών και τεχνολογικών κινδύνων. Για κάθε Κράτος ορίζεται ένας μόνιμος ανταποκριτής, ο οποίος σε προσωπική επαφή με τον ή τους υπουργούς, που συμμετέχουν στις συναντήσεις της ομάδας, είναι επιφορτισμένος να ετοιμάζει τις συνόδους της ομάδας σε υπουργικό επίπεδο. Αυτός ο μόνιμος ανταποκριτής μπορεί να ζητήσει τη συνδρομή εμπειρογνωμόνων.

1.iii. Οι μόνιμοι ανταποκριτές και οι εμπειρογνώμονές τους συνέρχονται δύο φορές στη διάρκεια του χρόνου που μεσολαβεί μεταξύ των συνόδων της ομάδος σε υπουργικό επίπεδο για να ακολουθήσουν την εφαρμογή των κατευθυντηρίων γραμμών, που έχουν ληφθεί και να ετοιμάσουν τις προσεχείς συνόδους των υπουργών, σύμφωνα με την εντολή που έχει αποφασισθεί. Προς τον σκοπό αυτόν έχουν ειδικότερα ως αποστολή:

- να ετοιμάζουν την ημερήσια διάταξη και τα θέματα της προσεχούς υπουργικής συνόδου,
- να συγκεντρώνουν τα αναγκαία στοιχεία για την εκπόνηση των βασικών εγγράφων,
- να λαμβάνουν τα απαιτούμενα μέτρα για την υλικοτεχνική προετοιμασία της υπουργικής συνόδου,
- να ανταλλάσσουν τις πληροφορίες τις σχετικές με τα τελευταία γεγονότα, που συνέβησαν στις συμμετέχουσες χώρες και που αναφέρονται στα θέματα τα οποία επεξεργάσθηκαν οι υπουργοί στη διάρκεια των προηγούμενων συνόδων.

1.iv. Η ομάδα αποφασίζει τη δημοσίευση των εγγράφων, που εκπονούνται από τους μόνιμους ανταποκριτές, καθώς και των υιοθετηθεισών αποφάσεων.

1.v. Οι χρησιμοποιούμενες κατά τις συνόδους γλώσσες είναι τα αγγλικά και/ή τα γαλλικά.

1.vi. Τα έγγραφα της συνόδου αναπαράγονται στα αγγλικά και/ή στα γαλλικά.

2. Δραστηριότητες μέσω των προγραμμάτων συνεργασίας που σχετίζονται με:

- την οργάνωση της βοήθειας: θεωρίες, πληροφόρηση, δοκιμές, αλληλοβοήθεια, κ.λπ.,
- την επιμόρφωση και την έρευνα,

που πραγματοποιούνται από ειδικευμένα κέντρα (1) που λειτουργούν σε δίκτυα.

III. Κάθε Κράτος μέλος του Συμβουλίου της Ευρώπης θα μπορεί να ενταχθεί ανά πάσα στιγμή στην ομάδα αυτή με κοινοποίηση απευθυνόμενη στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

IV. Τα Κράτη μη μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης και οι Ευρωπαϊκές Κοινότητες μπορούν να ενταχθούν στην ομάδα υπό την προϋπόθεση ότι οι αιτήσεις τους θα γίνουν αποδεκτές ομόφωνα από τα Κράτη μέλη της ομάδας.

V. Η Γενική Γραμματεία του Συμβουλίου της Ευρώπης θα εξασφαλίζει Γραμματειακή υποστήριξη της ομάδας, με τη συνδρομή του Ευρωπαϊκού Πανεπιστημιακού Κέντρου για τα Πολιτιστικά Αγαθά του Ravello και άλλων ειδικευμένων κέντρων και, σε ό,τι αφορά ειδικά τις υπουργικές συνόδους, που αναφέρονται πιο κάτω στο υπ. αριθμ. 3., και με τη συνδρομή του κέντρου του υπεύθυνου για την πρακτική

(1) Κατά την υιοθέτηση της παρούσας Απόφασης, πρόκειται για τα ακόλουθα κέντρα:
- Ευρωπαϊκό Κέντρο για την ιατρική των Καταστροφών του Αγίου Μαρίνου.
- Ευρωπαϊκό Πανεπιστημιακό Κέντρο για τα Πολιτιστικά Αγαθά του Ravello.
- Ευρωπαϊκό Κέντρο Επιμόρφωσης πάνω στις Φυσικές Καταστροφές (Τουρκία).
- Ευρωπαϊκό Κέντρο για την Πρόληψη και την Πρόβλεψη των Σεισμών, Αθήνα.
- Ευρωπαϊκό Κέντρο Γεωδυναμικής και Σεισμολογίας του Walferdange (Λουξεμβούργο).
- Ευρω-Μεσογειακό Σεισμολογικό Κέντρο του Στρασβούργου (Γαλλία).
- Ευρωπαϊκό Κέντρο Έρευνας και Επιμόρφωσης κατά της Φυσικής και Τεχνολογικής Μόλυνσης στη Μεσόγειο (Μάλτα).

οργάνωση, κάτω από τους ακόλουθους όρους:

1. Προετοιμασία και διανομή των εγγράφων των συνόδων της ομάδας τόσο σε υπουργικό επίπεδο όσο και σ'αυτό των μόνιμων ανταποκριτών.

2. Σύγκληση των συνόδων.

3. Υλικοτεχνική διοργάνωση των συνόδων της ομάδας σε υπουργικό επίπεδο.

4. Υλικοτεχνική διοργάνωση των συνόδων της ομάδας στο επίπεδο των μόνιμων ανταποκριτών, που θα συναντούνται δύο φορές στο διάστημα μεταξύ δύο συνόδων.

5. Μετάφραση των εγγράφων της ομάδας στα αγγλικά ή στα γαλλικά.

6. Διάθεση στην ομάδα του αναγκαίου για τη λειτουργία της προσωπικού.

7. Προετοιμασία και διανομή των συμπερασμάτων των συνόδων της ομάδας.

VI. Οι σχετικές με τη λειτουργία της ομάδας δαπάνες μέσα στα πλαίσια της προαναφερθείσας Μερικής Συμφωνίας κατανέμονται ως εξής:

1. Τα έξοδα ταξιδίου και διαμονής των συμμετεχόντων στις συνόδους της ομάδας (υπουργών, μόνιμων ανταποκριτών και εμπειρογνωμόνων) επιβαρύνουν έκαστο ενδιαφερόμενο Κράτος μέλος της ομάδας.

2. Τα πρόσθετα έξοδα που προκύπτουν από τη διοργάνωση των συνόδων, σε τόπο άλλο από την έδρα του Συμβουλίου της Ευρώπης, βαρύνουν τη φιλοξενούσα χώρα.

3. Τα έξοδα, που απαιτούνται για να τεθούν σε εφαρμογή τα προγράμματα της συνεργασίας και τα κοινά έξοδα της Γραμματείας (έγγραφα, προσωπικό, αποστολές, μετάφραση, διερμηνεία, καθώς και οποιεσδήποτε άλλες ειδικές δαπάνες συνδεόμενες με τη λειτουργία της ομάδας) θα καλυφθούν από έναν προϋπολογισμό της Μερικής Συμφωνίας, που θα χρηματοδοτείται από τα Κράτη μέλη της ομάδας και θα υπόκειται στις ίδιες διατάξεις, που προβλέπονται για τους άλλους προϋπολογισμούς της Οργάνωσης.

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, της δε κυρούμενης Συμφωνίας από την 1η Ιανουαρίου 1988.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως Νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 26 Μαρτίου 1992

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΑΝΤ. ΣΑΜΑΡΑΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΙΩ. ΠΑΛΑΙΟΚΡΑΣΣΑΣ

ΠΕΡΙΒΑΛΛΟΝΤΟΣ, ΧΩΡΟΤΑΞΙΑΣ ΚΑΙ ΔΗΜ. ΕΡΓΩΝ
ΑΧ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 30 Μαρτίου 1992

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΜΙΧ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ

ΝΟΜΟΣ ΑΡΙΘ. 2032 (2)

Κύρωση Συμφωνίας μεταξύ των Κυβερνήσεων της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Ένωσης Σοβιετικών Σοσιαλιστικών Δημοκρατιών για ανταγορές ελληνικών προϊόντων και υπηρεσιών ελληνικών εταιρειών και οργανισμών έναντι των πληρωμών της αξίας του σοβιετικού φυσικού αερίου, που θα προμηθευτεί η Ελλάδα από το 1992 μέχρι το 2016.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο Νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28, παρ. 1 του Συντάγματος η Συμφωνία μεταξύ των Κυβερνήσεων της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Ένωσης Σοβιετικών Σοσιαλιστικών Δημοκρατιών για ανταγορές ελληνικών προϊόντων και υπηρεσιών ελληνικών εταιρειών και οργανισμών έναντι των πληρωμών της αξίας του σοβιετικού φυσικού αερίου, που θα προμηθευτεί η Ελλάδα από το 1992 μέχρι το 2016, που υπογράφτηκε στην Αθήνα στις 23.12.1988, το κείμενο της οποίας σε πρωτότυπο στην ελληνική γλώσσα έχει ως εξής:

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξύ της Κυβέρνησης της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Κυβέρνησης της Ένωσης Σοβιετικών Σοσιαλιστικών Δημοκρατιών για ανταγορές ελληνικών προϊόντων και υπηρεσιών ελληνικών εταιρειών και οργανισμών έναντι των πληρωμών της αξίας του σοβιετικού φυσικού αερίου, που θα προμηθευτεί η Ελλάδα από το 1992 μέχρι το 2016

Η Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας και η Κυβέρνηση της Ένωσης Σοβιετικών Σοσιαλιστικών Δημοκρατιών:

α) Έχοντας υπόψη τις διατάξεις της Ελληνο-Σοβιετικής Συμφωνίας της 7.10.87 για την προμήθεια φυσικού αερίου από την Ε.Σ.Σ.Δ. στην Ελλάδα, καθώς επίσης τη Συμφωνία για την ανάπτυξη της οικονομικής και βιομηχανικής συνεργασίας της 23.12.80 και το μακροχρόνιο πρόγραμμα για την ανάπτυξη της οικονομικής, βιομηχανικής και επιστημονικοτεχνολογικής συνεργασίας της 22.2.83.

β) Με σκοπό τη σταθερότητα και περαιτέρω ανάπτυξη της εμπορικο-οικονομικής συνεργασίας των δυο χωρών και την αύξηση των εξαγωγών ελληνικών προϊόντων και υπηρεσιών από την Ελλάδα στην Ε.Σ.Σ.Δ.

συμφώνησαν τα ακόλουθα:

Άρθρο 1

Καθορίζεται ότι, μετά την έναρξη της προμήθειας του φυσικού αερίου, όπως προβλέπεται από τη Συμφωνία για την προμήθεια φυσικού αερίου από την Ε.Σ.Σ.Δ. στην Ελλάδα της 7ης Οκτωβρίου 1987, κατά την περίοδο 1992-1995 το 70-75% των εσόδων από τις εξαγωγές φυσικού αερίου στην Ελλάδα θα διατεθεί για την αγορά ελληνικών προϊόντων και υπηρεσιών ελληνικών εταιρειών και οργανισμών επιπρόσθετα στις συνήθεις εισαγωγές της Ε.Σ.Σ.Δ. από την Ελλάδα.

Λαμβάνοντας υπόψη τα παραπάνω, νοείται ότι η αύξηση του προαναφερόμενου ποσοστού από το 70% στο 75% θα

πραγματοποιηθεί σταδιακά κατά τη διάρκεια της παραπάνω τετραετούς περιόδου.

Η ομάδα εργασίας, η οποία δημιουργείται σύμφωνα με το άρθρο 3 της παρούσας Συμφωνίας, επεξεργάζεται το σύστημα υπολογισμού αγορών προϊόντων και υπηρεσιών έναντι της αξίας του σοβιετικού φυσικού αερίου.

Από το 1996, σε συνάρτηση με τις δυνατότητες και ανάγκες κάθε χώρας, το ποσοστό της αξίας του φυσικού αερίου, το οποίο πρέπει να καλυφθεί με ανταγορές ελληνικών προϊόντων και υπηρεσιών θα προσδιορίζεται από τις δύο πλευρές για κάθε περίοδο που αναφέρεται παρακάτω:

1η περίοδος: 1996 - 2000

2η περίοδος: 2001 - 2005

3η περίοδος: 2006 - 2010

4η περίοδος: 2011 - 2016

Οι συνήθεις εισαγωγές της Ε.Σ.Σ.Δ. από την Ελλάδα, καθώς και το ποσοστό για κάθε επόμενη περίοδο δεν θα είναι μικρότερα της εκάστοτε προηγούμενης περιόδου.

Άρθρο 2

Ο ενδεικτικός πίνακας ελληνικών προϊόντων και υπηρεσιών, που θα αγοράζονται στα πλαίσια της παρούσας Συμφωνίας για το διάστημα 1992-1995, θα καθοριστεί από τις δύο πλευρές μέσα στο πρώτο τρίμηνο του 1989.

Η ποσοστιαία κατανομή κατά κατηγορίες ελληνικών προϊόντων και υπηρεσιών, που θα αποτελέσουν αντικείμενο ανταγορών της σοβιετικής πλευράς, καθορίζεται για την τετραετία 1992-1995 ως ακολούθως:

α) βιομηχανικά προϊόντα (συμπεριλαμβανομένων και των κατασκευών πλοίων), χημικά προϊόντα, μέταλλα και αντικείμενα από αυτά: 50-70%

β) βιομηχανικές πρώτες ύλες και αγροτικά προϊόντα: 20-30%

γ) υπηρεσίες (κατασκευαστικά, επισκευές πλοίων κ.λπ.): 10-20%.

Στη συνέχεια οι δύο πλευρές θα καθορίζουν την ποσοστιαία κατανομή κατά κατηγορίες προϊόντων για κάθε επόμενη περίοδο, που αναφέρεται στο άρθρο 1 της παρούσας Συμφωνίας.

Ενδεικτικοί πίνακες ελληνικών προϊόντων και υπηρεσιών θα καθορίζονται κατόπιν συμφωνίας των δύο πλευρών πριν από την έναρξη της πραγματοποίησης των ανταγορών των προϊόντων και υπηρεσιών και θα καλύπτουν κάθε επόμενη πενταετή περίοδο.

Οι πίνακες ελληνικών προϊόντων και υπηρεσιών μπορούν να τροποποιούνται κάθε χρόνο, εφ' όσον τούτο κριθεί αναγκαίο, μετά από συμφωνία και των δύο πλευρών.

Άρθρο 3

Στα πλαίσια της Διακυβερνητικής Ελληνο-Σοβιετικής Επιτροπής για την οικονομική και βιομηχανική συνεργασία τα δύο μέρη θα συγκροτήσουν μια μόνιμη ομάδα εργασίας που θα συνέρχεται στις ημερομηνίες που θα συμφωνούνται από τις δύο πλευρές και πάντως όχι αργότερα από το τέταρτο τρίμηνο κάθε χρόνου με σκοπό την εκπλήρωση των ακόλουθων καθηκόντων:

α) Προετοιμασία της ποσοστιαίας κατανομής κατά κατηγορίες ελληνικών προϊόντων και υπηρεσιών που θα αγοράζονται από τη σοβιετική πλευρά στις περιόδους που αναφέρονται στο άρθρο 1 της παρούσας Συμφωνίας.

β) Καθορισμός των ενδεικτικών πινάκων ελληνικών προϊόντων και υπηρεσιών για κάθε προσεχή πενταετή περίοδο τα οποία θα αγοράζονται στα πλαίσια της παρούσας Συμφωνίας.

γ) Προσδιορισμός για κάθε επόμενο χρόνο των πινάκων προϊόντων και υπηρεσιών που θα αγοράζονται από τη σοβιετική πλευρά στα πλαίσια της παρούσας Συμφωνίας.

δ) Κάθε χρόνο, αρχίζοντας από το 1993, διεξαγωγή ελέγχων της πορείας της υλοποίησης των προμηθειών και πληρωμών για την παροχή στην Ελλάδα σοβιετικού φυσικού αερίου και ανταγορών ελληνικών προϊόντων και υπηρεσιών από σοβιετικής πλευράς καθώς και επεξεργασία μέτρων και προτάσεων για τη διασφάλιση της υλοποίησης της παρούσας Συμφωνίας.

Η παραπάνω αναφερόμενη ομάδα εργασίας, εφ' όσον κριθεί αναγκαίο, μπορεί να συνέρχεται και εκτάκτως για την επίλυση μεμονωμένων προβλημάτων, που τυχόν θα εμφανιστούν στην πορεία υλοποίησης της παρούσας Συμφωνίας.

Άρθρο 4

Η προμήθεια προϊόντων και παροχή υπηρεσιών στα πλαίσια της παρούσας Συμφωνίας θα πραγματοποιούνται με βάση τα συμβόλαια που θα συνάπτονται μεταξύ ελληνικών οργανισμών και εταιρειών και σοβιετικών οργανισμών, στα οποία θα καθορίζονται οι συγκεκριμένοι όροι αγοράς και πώλησης προϊόντων και υπηρεσιών.

Άρθρο 5

Τα προϊόντα και οι υπηρεσίες που θα προτείνονται και θα αγοράζονται στα πλαίσια της παρούσας Συμφωνίας, καθώς επίσης οι όροι της προμήθειας πρέπει να είναι ανταγωνιστικοί και οι τιμές τους να αντιστοιχούν στις τρέχουσες τιμές διεθνών αγορών για ανάλογα προϊόντα και υπηρεσίες.

Άρθρο 6

Οι δύο πλευρές, στα πλαίσια των νόμων και κανονισμών που ισχύουν σε κάθε χώρα, θα συμβάλλουν στη σύναψη και εκπλήρωση συμβολαίων σύμφωνα με την παρούσα Συμφωνία.

Άρθρο 7

Η παρούσα Συμφωνία θα τεθεί σε ισχύ από την ημερομηνία της υπογραφής της και θα ισχύσει όσο διάστημα θα ισχύει η Συμφωνία της 7.10.87 για την προμήθεια φυσικού αερίου από την Ε.Σ.Σ.Δ. στην Ελλάδα.

Έγινε στην Αθήνα στις 23 Δεκεμβρίου του 1988 σε δύο αυθεντικά πρωτότυπα στην ελληνική και ρωσική γλώσσα και έχουν τα δύο κείμενα την ίδια ισχύ.

Με εξουσιοδότηση της Κυβέρνησης της Ελληνικής Δημοκρατίας	Με εξουσιοδότηση της Κυβέρνησης της Ένωσης Σοβιετικών Σοσιαλιστικών Δημοκρατιών
(υπογραφή)	(υπογραφή)

Άρθρο δεύτερο

Τα Πρωτόκολλα-Πρακτικά που καταρτίζονται από τη μόνιμη ομάδα εργασίας του άρθρου 3 σε εκτέλεση της Συμφωνίας εγκρίνονται με κοινή πράξη των αρμόδιων κατά περίπτωση υπουργών.

Άρθρο τρίτο

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, της δε κυρούμενης Συμφωνίας, σύμφωνα με τη διάταξη του άρθρου 7, από της υπογραφής της.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως Νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 26 Μαρτίου 1992

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΑΝΤ. ΣΑΜΑΡΑΣ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ
ΣΤΕΦ. ΜΑΝΟΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΙΩ. ΠΑΛΑΙΟΚΡΑΣΣΑΣ

ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΑΣ, ΕΝΕΡΓΕΙΑΣ ΚΑΙ ΤΕΧΝΟΛΟΓΙΑΣ ΚΑΙ ΕΜΠΟΡΙΟΥ
ΑΝΔΡ. ΑΝΔΡΙΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 30 Μαρτίου 1992

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΜΙΧ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ

ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ

Εκδίδει την ΕΦΗΜΕΡΙΔΑ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ από το 1833

Διεύθυνση : Καποδιστρίου 34
Ταχ. Κώδικας: 104 32
TELEX : 22.3211 YPET GR

Οι Υπηρεσίες του **ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ** λειτουργούν καθημερινά από **8.00'** έως **13.30'**

ΧΡΗΣΙΜΕΣ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΕΣ

- Πώληση ΦΕΚ όλων των Τευχών Σολωμού 51 τηλ.: 52.39.762
- ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ: Σολωμού 51 τηλ.: 52.48.188
- Για φωτοαντίγραφα παλαιών τευχών στην οδό Σολωμού 51 τηλ.: 52.48.141
- Τμήμα πληροφόρησης: Για τα δημοσιεύματα των ΦΕΚ Καποδιστρίου 25 τηλ.: 52.25.713 – 52.49.547

- Οδηγίες για δημοσιεύματα Ανωνύμων Εταιρειών και ΕΠΕ τηλ.: 52.48.785

Πληροφορίες για δημοσιεύματα Ανωνύμων Εταιρειών και ΕΠΕ τηλ.: 52.25.761

- Αποστολή ΦΕΚ στην επαρχία με καταβολή της αξίας του δια μέσου Δημοσίου Ταμείου Για πληροφορίες: τηλ.: 52.48.320

Τιμές κατά τεύχος της ΕΦΗΜΕΡΙΔΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ:

Κάθε τεύχος μέχρι 8 σελίδες δρχ. 60. Από 9 σελίδες μέχρι 16 δρχ. 100, από 17 έως 24 δρχ. 120

Από 25 σελίδες και πάνω η τιμή πώλησης κάθε φύλλου (8σέλιδου ή μέρους αυτού) αυξάνεται κατά 40 δρχ.

Μπορείτε να γίνετε συνδρομητής για όποιο τεύχος θέλετε. Θα σας αποστέλλεται με το Ταχυδρομείο.

ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

Κωδικός αριθ. κατάθεσης στο Δημόσιο Ταμείο 2531		Κωδικός αριθ. κατάθεσης στο Δημόσιο Ταμείο 3512	
Η ετήσια συνδρομή είναι:		Ποσοστό 5% υπέρ του Ταμείου Αλληλοβοηθείας του Προσωπικού (ΤΑΠΕΤ)	
α) Για το Τεύχος Α'	Δρχ. 13.000	Δρχ.	650
β) » » » Β'	» 23.000	»	1.150
γ) » » » Γ'	» 7.000	»	350
δ) » » » Δ'	» 22.000	»	1.100
ε) » » » Αναπτυξιακών Πράξεων	» 15.000	»	750
στ) » » » Ν.Π.Δ.Δ.	» 7.000	»	350
ζ) » » » ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ	» 4.000	»	200
η) » » » Δελτ. Εμπ.& Βιομ. Ιδ.	» 7.000	»	350
θ) » » » Αν. Ειδικού Δικαστηρίου	» 2.000	»	100
ι) » » » Α.Ε. & Ε.Π.Ε.	» 50.000	»	2.500
ια) Για όλα τα Τεύχη	» 100.000	»	5.000

Πληροφορίες: τηλ. 52.48.320

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ